

Résilience alimentaire et sécurité nationale : quand la prévention des risques se fait au Sénat

Par Irene Proto

Le 2 juillet 2019, au Sénat, nous avons assisté à la Conférence de Presse organisée par Mme [François Laborde](#), Sénatrice de la Haute-Garonne, Membre du [Groupe RDSE](#) et Vice-présidente de la [Commission Culture, Éducation et Communication](#). La conférence concernait la proposition de résolution n°588, dont Mme Laborde est l'auteure, *Résilience alimentaire des territoires et sécurité nationale*. Avec la Sénatrice le cosignataire M. [Joël Labbé](#) - Sénateur du Morbihan du même groupe parlementaire et M. Stéphane Linou, auteur de l'ouvrage [Résilience alimentaire et sécurité nationale](#), texte qui a permis de mettre en lumière les vulnérabilités de la chaîne alimentaire et ses liens avec la sécurité nationale.

La [proposition de Résolution](#) sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale, n'a pas de la valeur contraignante, mais le sujet sera présenté au Sénat pour la première fois lors de la prochaine session parlementaire, afin d'alerter le gouvernement sur les risques pour la sécurité nationale du modèle de production et consommation courant.

Un constat alarmant

Selon [Global Footprint Network](#), chaque année, l'humanité consomme en 6 mois l'ensemble des ressources renouvelables que la planète peut régénérer dans l'année.

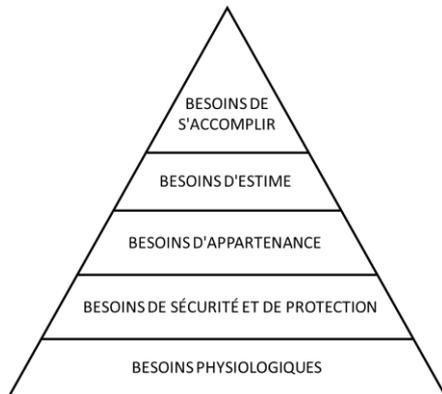
En France, comme dans d'autres pays occidentaux, nous vivons du déficit nutritionnel des pays les moins développés. Toutefois, nous n'imaginons pas que notre système d'agriculture-alimentation actuel puisse dysfonctionner.

La recherche de Stéphane Linou, dont l'ouvrage n'en est qu'une des étapes, part de son [expérience de Locavore](#), c'est-à-dire, celui qui consomme des aliments locaux. Effectivement, il a voulu mesurer la résilience de la chaîne alimentaire pour évaluer l'autonomie des territoires. Selon lui, la résilience alimentaire se définit comme la capacité d'envisager une pénurie alimentaire, toute en protégeant la sécurité nationale.

« Aujourd'hui, même les campagnes ne sont plus autonomes en matière d'alimentation. Nous ne sommes plus capables de faire face à une pénurie. Tout dépend des transports, car les enseignes d'alimentation privées n'ont que trois jours de stock. À l'heure où tout est interconnecté, qu'arriverait-il en cas de cyberattaque, par exemple, visant les approvisionnements ? Ou si un pays producteur décidait de moins produire ? Des troubles à l'ordre public... »

La faiblesse du système agriculture-alimentation actuel concerne différents aspects : l'appauvrissement des sols, la perte de contrôle sur la nourriture dans le périmètre du pays, la dégradation des ressources essentielles pour l'alimentation, le manque de contrôle des territoires sur la sécurité d'approvisionnement des populations.

L'intime connexion entre ressources et sécurité nationale



Le lien entre la résilience alimentaire et la sécurité nationale trouve une de ses bases théorique dans la pyramide des besoins de Maslow, que nous rappelons brièvement ici. D'après le psychologue américain [A. Maslow](#), chaque être-humain répond à une hiérarchie de besoins. Cette hiérarchie regarde la possibilité de répondre à ces besoins et elle fonctionne avec une règle très simple : nous ne pouvons pas satisfaire les besoins d'une catégorie placée plus en haute dans la pyramide, sans avoir comblé les besoins qui se trouvent plus bas dans la pyramide.

Les cinq niveaux de besoins se sont :

- les besoins physiologiques (p.ex. besoin de se nourrir)
- les besoins de sécurité et de protection (p. ex. avoir un toit)
- les besoins d'appartenance (p. ex. faire partie d'un groupe social)
- les besoins d'estime (p. ex. avoir une bonne réputation)
- enfin, au sommet, les besoins de s'accomplir (p. ex. la réalisation de soi)

Comment la résilience alimentaire est liée à l'ordre public ? Et pourquoi devient-il fondamental d'élaborer une stratégie nationale ?

Le schéma proposé ci-dessous essaie d'en illustrer les étapes. Par exemple si une cyberattaque paralyse l'ensemble des acteurs de l'approvisionnement alimentaire, il est nécessaire de savoir que les supermarchés n'ont que trois jours de stocks de nourriture. Très rapidement nous verrons des files d'attente, des rayons vidés en quelques minutes, des frustrations qui mutent en émeutes, l'intervention des forces de sécurité qui seraient vite débordées.



Défense, agriculture, sécurité, alimentation, risques, société civile sont extrêmement liés pour Stéphane Linou :

« À l'heure des menaces plurielles : cyberattaques, dérèglement climatique, accaparement des terres agricoles, terrorisme, la production et l'approvisionnement alimentaires ne sont pas analysés en termes de risques stratégiques. En cas de force majeure, le déficit en capacité de subvenir localement à l'un de nos besoins primaires, celui de se nourrir, est flagrant ».

Que pouvons-nous faire pour augmenter la résilience alimentaire de nos territoires ?

Planifier, relocaliser, accélérer le passage au retour de l'agriculture biologique, privilégier les circuits courts, penser à cartographier tous les producteurs, procéder au stockage individuel et collectif, évaluer différentes possibilités de transport et de distribution. Pour le dire autrement - et résumer le travail de Stéphane Linou et des deux Sénateurs qui l'ont invité – il faut que la résilience alimentaire devienne un sujet prioritaire dans l'agenda politique, pour que élus, les experts en sécurité et en gestion de risques, les représentants de la production et de la distribution alimentaire, se concertent afin d'élaborer une stratégie de prévention et un plan de résilience face au risque de pénurie.

Irene Proto, cabinet HEIDERICH Consultants, 17 juillet 2019